CHRONIQUE

I. — Sociétés et groupements.

Un de nos confrères étrangers m'écrit : « Les organisateurs de notre Société ont-ils prévu la constitution de groupements locaux qui, hors de Paris, poursuivraient le même but qu'elle et pourraient faire une besogne analogue? Verrait-on avec faveur des sections se former, par exemple en Belgique ou dans la Suisse romande? Et dans ce cas sous quelle forme l'affiliation devrait-elle s'effectuer? »

A cette question répondent par avance les termes de nos statuts qui signalent l'intérêt de réaliser « une coordination entre les études latines dans différents pays et une sorte de collaboration entre les membres de la Société dispersés en France et à l'étranger ». Cette collaboration pourrait, en effet, se manifester excellemment par l'organisation de sections locales, dont chacune élaborerait un règlement conforme à ses besoins et à ses possibilités : des réunions ou des séances fourniraient aux membres de la section, aux professeurs, aux élèves, une occasion de se connaître, de se consulter, de discuter ensemble les questions relatives aux études dans leur domaine, de mettre en commun éventuellement leurs instruments de travail, ouvrages bibliographiques, périodiques. La Direction de la *Revue* serait heureuse d'accueillir la collaboration de ces filiales et de publier les communications d'intérêt général qu'elles pourraient lui faire parvenir.

Dès maintenant la Société compte parmi ses membres plusieurs groupements qui répondent dans une certaine mesure aux préoccupations de notre correspondant : l'*Association de lectures philologiques*, que préside M. Ch. Favez, groupe depuis 1920 une douzaine de professeurs de Lausanne et du canton de Vaud, désireux de se tenir au courant des publications et des travaux relatifs à l'antiquité classique.

A Genève, M. P. Oltramare a également songé à la constitution d'un groupement local. Les quelques collègues qu'il a réunis ont dès maintenant décidé d'adhérer à notre Société et d'organiser de temps en temps des réunions privées pour mettre en commun leurs expériences et leurs idées.

A Florence, M. F. Ramorino nous offre la collaboration de la Société *Atene e Roma* dont il est le président.

Enfin, M. Waltzing, qui a publié notre programme dans le *Musée belge*, se propose de réaliser en Belgique un groupement de même nature. Bonne chance à ces diverses tentatives, qui sont tout à fait dans l'esprit de notre Société.

En France, diverses organisations et associations d'enseignement ont déjà manifesté l'intérêt qu'elles prennent au développement et à l'activité de notre Société, en particulier l'*Association des professeurs de français et de langues anciennes*, qui, par l'intermédiaire de M. Lacroix, se tient au courant des travaux de nos séances. Il peut y avoir là l'amorce d'une fructueuse collaboration au moment où la réorganisation de l'enseignement du latin est plus que jamais à l'ordre du jour.

Dans un ordre d'idées différent, et quoique la chose soit tout à fait indépendante de notre activité, je crois utile de signaler, d'après l' « Antiquaries Journal » (II, 1923, p. 389), qu'un groupe de savants se sont récemment réunis à la « British School of Archeology » de Rome pour étudier le projet de fondation d'un *Institut international d'archéologie*. Il s'agissait là d'un groupement très vaste devant comprendre des représentants des pays les plus divers : les personnes réunies pour discuter la possibilité de l'entreprise représentaient, non officiellement, l'Italie, l'Angleterre, la France, l'Amérique, l'Allemagne, la Hollande. Le but devait être d'assurer la publication des nouvelles archéologiques courantes et éventuellement de permettre la préparation et l'édition d'ouvrages considérables, exigeant une collaboration internationale. On ne s'étonnera pas qu'une telle entreprise, sur un domaine livré depuis longtemps à toutes les concurrences nationales, ait rencontré dès le début des difficultés d'ordre matériel et d'ordre politique. D'autant plus qu'au moment où on en étudiait le projet, apparaissait à Rome également une nouvelle institution, nationale celle-là, qui se proposait un but analogue : par décret du 15 janvier 1922 a été fondé un *Istituto di archeologia e storia dell' arte* qui doit assurer à l'Italie sa place à côté des Écoles étrangères, et qui dès maintenant possède un *Bulletin* où sont traitées des questions de méthode, de doctrine, où sont publiés des rapports et comptes-rendus soit sur des questions archéologiques déterminées, soit sur l'histoire des collections et des fouilles. Donc encore une œuvre de documentation, dans le sens où nous travaillons ici même sur un domaine voisin.

* * *

La Société des études latines ne fait pas — ou du moins ne fait pas principalement — œuvre d'humanisme. Mais le latin des humanistes est encore du latin, qui, pour n'être qu'écrit, n'en a pas moins évolué à sa manière, et a servi d'instrument au cours des siècles à une riche littérature internationale. Une société qui tient à accueillir tout le latin et tous

les aspects du latin ne peut donc pas ignorer une tentative comme celle que représentent deux entreprises récentes : la fondation de la Société *Civitas Nova* et de la publication *Janus*.

M. G. E. Broche, professeur au lycée de Marseille, lecteur à l'Université de Gênes, se propose de grouper des humanistes de tous pays dans sa « Cité nouvelle » : « Inter quosdam e diversis gentibus magistros, vel qui docent vel qui docuerunt quamdam liberalem disciplinam, statuitur Societas. » Il se propose de publier un Bulletin, rédigé entièrement en latin, qui embrasserait une matière très vaste : « quidquid ad litteras, ad historiam, ad ius, ad philosophiam pertinet, quidquid ad cives ipsos, videlicet quomodo vivant et sentiant. » M. Broche, avec une généreuse conviction, se met au service de l'humanisme et de l'humanité, et voudrait resserrer les liens entre les peuples en faisant appel à la langue commune que la tradition leur offre : « Est-il temps encore, écrit-il, de sauver le latin comme langue vivante d'humanité? Ne serait-ce pas faire œuvre bonne que d'empêcher l'humanisme de mourir comme force morale et de renouer en cela la tradition de la Renaissance, sinon du moyen âge? »

C'est là aussi un peu le programme d'un autre périodique latin, le *Janus* de M. A. Lambert. Conçue en Hollande, dans le pays du « certamen Hoeftianum », fondée en 1919, interrompue trois ans, reprise en 1923, cette publication a pour objet de restaurer le culte de la tradition latine en publiant des textes de tout genre empruntés à l'antiquité, au moyen âge, à l'humanisme récent, ou des productions originales de latinistes contemporains. Les numéros de juillet et de septembre 1923 contenaient des extraits de Claudien, Cicéron, Lucain, des pièces des XV^e^ et XVI^e^ siècles, divers anonymes, un choix d'épigrammes, d'épitaphes et de sentences de cadrans solaires, des études sur les poètes néo-latins, sur les écrits bachiques du moyen âge, etc. L'un des directeurs, M. G. Prévot, professeur au lycée de Lille, qui a publié dans le second numéro de *Janus* une étude sur Jean Second et dans un des derniers numéros de la « Revue du Nord » une traduction des « Itinera » de cet humaniste, m'écrit qu'il se défend de vouloir faire œuvre de latiniste dilettante. Il regrette que nous n'ayons pas en France de moyens de publier et de lire des œuvres originales comme l'*Albertus Troilus* ou le *Christus patiens*, des « classiques » de la Renaissance comme Érasme et Muret; l'immense production latine, qui prolonge chez nous l'antiquité, a l'intérêt de représenter d'une part une sorte de littérature internationale, d'autre part un aspect et parfois une explication de notre littérature nationale : c'est ce bien commun, aujourd'hui en déshérence, que les promoteurs de *Janus* se proposent d'exploiter et d'enrichir.

On peut applaudir à des tentatives de ce genre, dans la mesure où elles ont pour objet d'encourager et de faciliter l'étude du passé; mais il

faut bien reconnaître qu'elles soulèvent une question délicate, que je ne m'engage ni à résoudre ni même à poser ici dans son ampleur. Beaucoup de bons esprits, formés par la culture latine et passionnés pour la science du latin, estiment que suivre et expliquer la tradition ne doit pas conduire nécessairement à la prolonger, que la pensée moderne ne peut pas s'enfermer dans les cadres du passé, qu'elle perdrait à cette adaptation son originalité, sa richesse, l'espoir d'un progrès ou du moins d'un renouvellement. Mais je suis convaincu que ceux-là mêmes qui s'inquiéteraient de voir l'humanité vivre indéfiniment sous le signe du latin, alors que tant de constellations nouvelles sollicitent ses regards, ne manqueront pas d'applaudir à toute entreprise qui fera de la tradition et de l'humanisme, comme du latin lui-même, un objet d'étude méthodique et de science désintéressée.

Il y aurait bien une autre question à débattre à propos de ces périodiques rédigés en latin : c'est celle de l'utilité et du choix d'une langue scientifique internationale. Le latin n'est pas, il s'en faut, la langue la plus répandue, et des langues universelles possibles il s'en faut aussi qu'il soit la plus accessible. Est-il bon, est-il prudent de mettre le lecteur de bonne volonté, qui peut s'intéresser aux choses latines sans connaître d'autre langue que deux ou trois d'entre les modernes, devant un désespérant « latinum est, non legitur » ? Ici encore je ne fais que poser la question, qui n'est pas près d'être résolue.

II. — Travaux et publications.

Je rappelle que la rédaction de la *Revue* accueillera avec reconnaissance, pour les reproduire à cette place, tous les renseignements qui pourraient lui être adressés sur les travaux en cours ou en projet intéressant le domaine de l'antiquité latine.

M. M. Durry, membre de l'École de Rome, me communique aujourd'hui quelques indications sur les travaux archéologiques ou historiques en cours au Palais Farnèse : il vient lui-même de présenter un mémoire sur les *Cohortes prétoriennes*, qu'il a l'intention de reprendre bientôt pour lui donner un plus grand développement; il travaille entre temps à un supplément du *Catalogue de Cherchell*, et deux de ses collègues à des monographies sur *Septime Sévère* et sur les *Cultes dans l'Afrique romaine*. M. Borel, professeur à l' « École nouvelle » de Coppet (Suisse), s'occupe de la *Biographie de saint Cyprien*, par Pontius; M. l'abbé Pichard, professeur à l'Institut catholique, a achevé la révision de son *Étude critique du texte de Tibulle*, sur laquelle la thèse de M. Ponchont a récemment appelé l'attention.

A propos de la liste des éditions annoncées dans une précédente « Chronique » (cf. cette *Revue*, vol. I, p. 82), un de nos confrères

m'écrit : « N'y a-t-il donc aucun projet de publication ni de Pline l'Ancien, ni de Columelle, ni de Vitruve, ni (sauf les Questions naturelles dans la Collection G. Budé) d'aucun texte qui ait une valeur documentaire et appelle une étude des « realia » ? Dans la mesure où l'on édite en France des textes d'historiens, n'a-t-on pas envisagé la possibilité d'éditions proprement historiques, comparables à celle de notre Saint-Simon dans la collection des « Grands Écrivains français », avec discussions, confrontations, commentaire de faits? » La question réveille une inquiétude que j'ai éprouvée en recevant dernièrement d'Amérique la suite du *De diuinatione* de M. St. Pease[1], édition modèle où le lecteur trouve réponse à tout, où aucune question n'est esquivée (et Dieu sait si le *De diuinatione* en pose, et de difficiles!) et qui, avec ses 500 pages de commentaire compact, constitue une véritable encyclopédie adaptée au texte. Les éditeurs d'aujourd'hui ne sont-ils pas quelquefois un peu pressés de présenter un texte lisible, mais provisoire, et qui a l'air d'attendre son commentaire? Certaines éditions font un peu l'effet de ces cartes en blanc qu'on donne aux élèves, à charge pour eux de les compléter ; le résultat, c'est que chaque lecteur, chaque travailleur, chaque étudiant ou professeur qui prépare un texte d'examen ou d'explication est obligé d'entreprendre chaque fois pour son compte un travail de Pénélope, sans cesse défait et perdu pour ceux qui viendront après lui. Je sais bien que l'édition complète, définitive (définitive, cela va sans dire, pour une étape de la recherche scientifique), demanderait à être le fruit d'une collaboration qui mettrait en commun les compétences de plusieurs spécialistes, ou bien exigerait le labeur d'une vie ; mais n'y a-t-il pas là précisément une difficulté et un honneur propres à tenter plus d'un travailleur?

J. Marouzeau.

1. Cf. ci-dessous, Bulletin critique, p. 72.